

## L'actualité éducative

2 Julien Gossa: « Écoles hors de contrôle »

## L'entretien

4 Gérald Bronner: « Une impérieuse nécessité de mixité sociale et scolaire »

## L'école ailleurs

6 Sahel: Fragmentation territoriale et sociale  
Dany Békale, Régis Malet

## Faits & idées

8 Les classes multiâges, favorables aux pédagogies alternatives? Constance Chambon, Coraline Faure, Cécile Redond

## L'actualité de la recherche

10 Harcèlement scolaire: conséquences individuelles et remédiations collectives  
Marie Lauricella

## La chronique de Nipédu

11 École + anxiété = écolanxiété

## Le livre du mois

12 *Le ghetto scolaire* François Dubet et Najat Vallaud-Belkacem

## Le CRAP et ses partenaires

14 Toujours plus numériques! Yannick Mével  
Ne séparez pas les élèves!  
Claire Piolti-Lamorthe

## DOSSIER

### Intelligence artificielle et pédagogie

## Et chez toi, ça va ?

62 Saint-Valentin en UPE2A  
Julie Prévost-Zuddas

62 Enseigner autrement, ça se paie  
Isabelle Dumas

63 Ça va mieux en le disant Noël Jouenne

64 Le remplaçant de la remplaçante du remplaçant de la maîtresse Michèle Amiel

# ÉDITO

## C'est pour ton bien !

En déplacement dans un internat pour décrocheurs fin avril à Nice, Gabriel Attal a répondu un « *c'est quoi, ça ?* » courroucé à un enfant qui lui disait « *il est méchant, Macron* »: ce n'est pas de l'éducation mais du conditionnement moral. Le même jour, devant les caméras des chaînes de télévision, il humiliait des adolescents, contraints de dire que leurs mères les avaient inscrits contre leur gré dans l'un de ces internats, puis d'assurer, contrits, qu'ils avaient compris pourquoi.



Cécile Blanchard

Vous l'entendez, la morale des années 50? Vous le voyez, ce parent giflant son enfant en lui assénant « *tiens, c'est pour ton bien !* »?

Inscription dans Parcoursup des « contestations de l'autorité » passées, travaux d'intérêt général pour les parents d'enfants condamnés pour des délits, durcissement des peines pour les mineurs, enfermement des collégiens de 8 heures à 18 heures chaque jour, obligation de se lever quand le ou la prof entre dans la salle, voilà qui dessine un programme de contrainte. Surveiller et punir plutôt qu'éduquer et faire grandir (ça marche aussi avec épanouir, je vous laisse le choix).

Le tout, bien sûr, centré sur les « quartiers populaires », puisque c'est là, parmi les « classes dangereuses », que se niche exclusivement la violence des jeunes, c'est bien connu.

Cela révèle une méconnaissance, ou peut-être un dévoiement, de la notion d'autorité, et on bascule dans l'autoritarisme, la méfiance, le contrôle, voire la maltraitance.

Il faut protéger les enfants en difficulté, non pas les condamner à ne jamais faire d'études en gravant leurs bêtises dans le marbre d'un diplôme ou de Parcoursup. Il ne faut jamais renoncer à éduquer un enfant (voire un adulte), et pour cela, ne pas renoncer à l'atténuation pour minorité (qui n'est pas « excuse ») et à la protection de l'enfance.

La République montre ses muscles et entend répondre à la violence – prétendue croissante – des jeunes par la violence de sanctions disproportionnées. Cette surenchère n'est-elle pas plutôt un aveu de faiblesse et de doute quant à l'autorité des adultes, et, *in fine*, de l'État? ■